

Les parents déchirés par l'école

«Je ne veux pas sacrifier mon enfant à mes idéaux!» L'entrée en sixième sonne souvent comme un défi pour les familles installées dans les quartiers mélangés. Entre convictions solidaires et souci de protéger sa fille ou son fils, le choix prend des allures de dilemme intime.

Par
MICHEL BECQUEMBOIS
et **SONYA FAURE**

C'est un iceberg que personne ne voit venir. Qui met à l'épreuve, parfois violemment, dans les familles de gauche, des valeurs qui semblaient ancrées pour la vie. Une déchirure intime, un rite de passage citoyen et politique, la première occasion majeure, souvent, de confronter ses actes à son discours politique. L'aîné entre en sixième.

Ceux qui y sont confrontés étaient partis gentrifier les quartiers populaires, ils s'étaient éloignés du centre-ville parce que l'immobilier n'y était plus accessible, ils aimaient croiser leurs voisins d'origine et de classe sociale diverses le dimanche matin au marché. Ils comprennent désormais que vivre dans le quartier, dans cette banlieue, c'est aussi faire grandir les enfants ensemble. Mais le collège public du secteur a mauvaise réputation. Dans les palmarès des meilleurs collèges, il est moins bon que celui du pâté de maisons d'à côté. D'année en année, les collégiens n'y reflètent plus vraiment la diversité du quartier. Parfois même, il est devenu un «collège ghetto», tant de nombreux parents ont déjà préféré l'éviter à leurs enfants. Dans les dîners entre copains, dans les familles et au sein du couple, les discussions se tendent. Puis il y a cette phrase qui résume tout : «La mixité so-

ciale ne se fera pas sur le dos de ma fille!» Un cri de désespoir que le philosophe Patrick Savidan comprend bien : «Parce qu'il n'a pas pris au sérieux le problème de la mixité à l'école, l'Etat met les parents en demeure de choisir entre leur enfant et la solidarité.» En septembre, une tribune publiée dans *Libération*, «A mes amis qui trichent avec la carte scolaire», avait suscité de nombreuses réactions, tant de la part des «tricheurs» que de parents excédés par les petits arrangements de leurs voisins. Comment articuler, au plus profond de soi, cette décision de ne pas scolariser son enfant dans le quartier, quand on se réclamait en primaire de l'esprit laïque de l'école de la Répu-

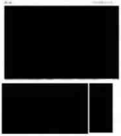
blique, et qu'on se faisait élire représentants FCPE aux conseils d'école? Comment justifier quotidiennement ce grand écart entre le dire («je pense qu'il est important que chacun s'engage pour lutter contre les inégalités») et le faire («je préfère garantir à mon enfant un entre-soi rassurant»)?

La mort dans l'âme

Certains parents, lucides, assument d'avoir fait le deuil de certaines convictions et expliquent, sans fierté mais sans faux-semblants, avoir établi, la mort dans l'âme, une priorité : mon enfant vaut plus que mes principes. D'autres tentent la quadrature du cercle et plaident le cas particulier. Le petit dernier est trop «fragile». Le grand s'est pris d'une soudaine passion pour le tuba... ça tombe bien, le collègue réputé d'à côté propose justement une option instruments à vent. Ou, version plus politique : «Tant que le privé ne sera pas contraint à jouer le jeu de la mixité, pas de raison que je le fasse (et en attendant, je mets mon enfant dans ledit privé)». Entre les mots, il s'agit de se persuader qu'on est toujours de gauche. Qu'on pense toujours «bien». «Des parents qui ont toujours joué le jeu du public et de la mixité se retrouvent dans certains quartiers face à un choix cornélien – ghetto ou privé – à cause d'un manque de coordination de la puissance publique», estime Julien Grenet, enseignant à l'École d'économie de Paris, qui a participé au projet de multisectorisation

«Des parents qui ont toujours joué le jeu du public et de la mixité se retrouvent dans certains quartiers face à un choix cornélien – ghetto ou privé.»

Julien Grenet Enseignant à l'École d'économie de Paris



IDÉES/

mis en place à la rentrée dernière à Paris visant à casser certains ghettos scolaires. *On ne peut pas leur en vouloir de dire non. Ce qui est choquant, c'est que certains parents, très armés intellectuellement, s'aveuglent et nient la ségrégation avec de faux arguments.* Il faut souvent que le sujet arrive sur la place publique pour qu'on prenne conscience de ses contradictions... dans le regard des autres. Philippe Darriulat, adjoint PS aux affaires scolaires de la mairie du XVIII^e y est constamment confronté. Entre la très chic avenue Junot et les difficultés sociales de la porte Montmartre, l'arrondissement est sans doute, à Paris, celui où le grand écart est le plus net. Du coup, toute modification, même marginale, de la carte scolaire prend une dimension quasi traumatique. *«Quand j'ai voulu envoyer 30 élèves plutôt favorisés de l'autre côté du boulevard Barbès car leur établissement était plein, ça a été le branle-bas de combat et les menaces judiciaires. Les parents ont finalement alerté la presse, et là, effet boomerang. Ils ont compris que leur combat n'était pas si consensuel...»* Tout à leur combat de vouloir le mieux pour leurs enfants, ils n'avaient pas perçu que, cette fois-là, aux yeux des leurs, ils n'étaient pas du bon côté.

«Injonctions contradictoires»

«Les parents se trouvent pris dans un tissu d'injonctions contradictoires. Ce ne sont pas des égoïstes ni de mauvais citoyens. Mais ils tranchent désormais en faveur d'une solidarité restreinte, la solidarité intergénérationnelle en faveur de leur enfant, au détriment d'une solidarité publique», analyse Patrick Savidan, qui a justement consacré un livre à ces choix terribles, *Voulons-nous vraiment l'égalité?* (Albin Michel, 2015): comment se fait-il qu'en France, où la passion de l'égalité est bien réelle, nous optons pour des choix (contour-

ner la carte scolaire, «optimiser» ses impôts...) qui creusent les disparités sociales? Le philosophe, professeur de philosophie politique à l'université Paris-Est - Créteil et président de l'Observatoire des inégalités, a un joli mot pour résumer ces mauvais choix: *l'akrasia*. *«En philosophie, depuis l'Antiquité, c'est une faiblesse de la volonté. Agir de manière contraire à ce qu'on sait être le meilleur. Ce n'est pas vraiment immoral, pas vraiment irrationnel, c'est le résultat d'une injonction contradictoire. Il serait trop facile de dire que les parents sont hypocrites. La question importante c'est: pourquoi?»*

L'obsession du «bon choix»

Les pratiques d'évitement et les déchirements intérieurs qui en résultent ont explosé dans les années 90, dans les zones pavillonnaires périphériques, selon le géographe Michel Lussault, ancien président du Conseil supérieur des programmes (CSP). *«Les milieux bourgeois, eux, avaient déjà depuis longtemps l'habitude d'envoyer leurs enfants dans le privé, précise le chercheur. Progressivement, le phénomène va toucher les classes moyennes salariées des banlieues et des grandes villes, comme Paris ou Lyon, qui, historiquement, ont été à la base du pacte social à la française et qui ont apporté leur voix à la gauche au nom des valeurs de mixité et d'ascension sociale.»* Le manque de mixité des établissements n'est pas dû, au départ, aux parents, mais aux stratégies de l'Etat, précise le géographe. *«La politique de la ville a spécialisé certains territoires dans l'accueil des populations défavorisées. Les collèges et les écoles se sont homogénéisés et ségrégués.»* Par leur stratégie de fuite, les parents n'ont fait qu'accroître le mouvement... Le problème, c'est que ces choix individuels ont, à leur tour, produit une situation collective désastreuse. La ségrégation

aujourd'hui est devenue tellement ancrée en milieu scolaire, qu'on a de moins en moins mauvaise conscience à y participer. *«Les écoles maternelles sont encore très mixtes, constate Julien Grenet. Mais chaque année, durant la primaire, il y a une petite déperdition. Et à l'entrée au collège, ça bugue.»*

«L'idée qu'il est normal de privilégier l'entre-soi est devenue dominante. La vision de l'école comme un lieu de confrontation et de différence n'est plus acceptée.»

Michel Lussault Géographe, ancien président du Conseil supérieur des programmes (CSP)

Dans tous les milieux désormais, qu'ils optent pour le privé catholique ou l'école Montessori, faire le «bon choix» pour l'avenir de son enfant est devenu une obsession. Plus encore depuis que le chômage est devenu massif. *«L'école est considérée comme la dernière assurance contre les déconvenues de la vie professionnelle, rapporte Michel Lussault. Un outil de conservation de son statut social, dans un contexte de lutte farouche pour atteindre les meilleures places.»* Chaque parent devient un entrepreneur stratège, et les familles soumettent leurs croyances et leurs valeurs à la nécessité de faire réussir leur enfant. Elles n'ont pas totalement tort: la France est toujours le pays européen où le diplôme est l'élément le plus déterminant pour entrer sur le marché du travail, mais aussi pour l'ensemble de sa carrière, comme le rappelle Patrick Savidan: *«Les familles ne considèrent plus l'Etat*



Dans le XVIII^e, à Paris, en décembre 2016. L'arrondissement a mené une expérience de fusion des secteurs de certains collèges.

PHOTO CYRIL ZANNETTACCI

comme un partenaire fiable ni efficace. A l'inverse des années 60, elles ont l'impression que leurs efforts au service de la collectivité ne leur seront pas rendus à la même hauteur. Ils préfèrent reprendre en main les leviers de la solidarité et la réorienter vers leur enfant en investissant dans le privé ou les cours de soutien.»

Au cœur du choix des parents torturés – et en tête de leurs justifications – l'argument du niveau scolaire a parfois cédé la place à celui de la sécurité affective et l'intégrité psychologique de l'enfant. L'enfant est devenu une «valeur surplombante, sacralisée», commente Michel Lussault. Il n'est plus envisageable aujourd'hui qu'un enfant rentre en pleurs de l'école parce qu'un grand l'a embêté: «La moindre contrariété scolaire justifie l'évitement», regrette-t-il.

«Forteresse assiégée»

Maintenant que le cercle vicieux de l'évitement scolaire tourne à plein régime, «l'idée qu'il est normal de privilégier l'entre-soi est devenue dominante», explique le géographe. La vision de l'école comme un lieu de confrontation et de différence n'est plus acceptée.» Les expérimentations menées pour réintroduire de la mixité dans les collèges se confrontent immanquablement, au départ au moins, à une crispation de principe. «On est arrivé à un tel écart entre certains collèges, qu'on a du mal à revenir en arrière et à réintroduire du mélange», confirme l'économiste Julien Grenet. Les traditions pédagogiques se sont éloignées entre les établissements, et l'hostilité est palpable: il existe un sentiment de propriété. «Qu'est-ce que vous voulez faire avec NOTRE école?» Les parents vivent souvent les projets de réintroduction de la mixité sur le mode de la forteresse assiégée.»

Or, malgré les représentations véhiculées dans l'imaginaire collectif, la mixité, ce n'est

pas forcément le ghetto. «L'opacité de l'Education nationale sur ses statistiques joue aussi sur les représentations des parents», estime Julien Grenet. Si l'effort était mieux réparti, il ne s'agirait en fait, par exemple à Paris, que d'introduire trois ou quatre élèves défavorisés par classe dans les établissements où il n'y en a aucun, ce qui, au-delà du défi de la

●●● réforme du système d'affectation, ne semble pas insurmontable au quotidien. En filigrane, c'est sans doute une autre question qui taraude les parents les plus déchirés: celle du racisme, au moins social. «Dans cet entre-soi qu'on veut privilégier, il y a une dimension raciale évidente», note sans détour Michel Lussault. «Une tendance au repli, oui, une peur de l'autre sans doute, mais du racisme, pas vraiment», nuance Philippe Darriulat. Une large part de l'évitement scolaire repose sur la base de représentations, d'images et de fantasmes. «On cherche à éviter certains groupes sociaux réputés néfastes», estime Patrick Savidan. Il faut être dans les bonnes tendances, il faut se coller dans le groupe qui, à tort ou à raison, paraît le plus porteur et se tenir à l'écart de celui qui semble pouvoir perturber la dynamique... Tout le monde veut l'ascenseur social, mais pas pour celui de l'étage du dessous. Dans toutes ces craintes, il peut y avoir du racisme. Mais au fond, pas besoin d'être raciste pour être partie prenante de cette ségrégation grandissante.»

Ne pas être généreux tout seul

Jouer sur la fibre morale ne suffira pas pour progresser sur le chemin de la mixité scolaire. Sans doute faudra-t-il accepter que les parents ne joueront le jeu de la carte scolaire que s'il leur profite: collèges défavorisés encore mieux dotés, classes très allégées, bonus pour l'affectation en lycée, options rares dispensées prioritairement dans les établissements

«On cherche à éviter certains groupes sociaux réputés néfastes. Dans toutes ces craintes, il peut y avoir du racisme. Mais au fond, pas besoin d'être raciste pour être partie prenante de cette ségrégation grandissante.»

Patrick Savidan Philosophe délaissés (lire ci-contre)... Une façon d'accepter que l'intérêt collectif, s'il veut progresser, doit parler à l'intérêt particulier. Très impliqué dans la bisectorisation entre les collèges Coisyvoix (plutôt pas trop mal loti) et Berlioz (plus difficile) dans le XVIII^e à Paris, Philippe Darriulat a souvent été confronté à l'inquiétude, voire à la colère, des parents. «On peut dire ce qu'on veut, ce qui a le plus de poids, c'est la parole des parents et des enfants qui ont joué le jeu. C'est le discours de pair à pair, le plus utile. Pas celui de l'expert, ni celui du politique.»

Personne n'a envie d'être généreux tout seul. Des associations de parents, comme, à Paris, Apprendre ensemble (lire ci-contre), tentent de faire entendre d'autres arguments: faire l'expérience d'une école diverse et moins déconnectée des réalités sociales peut-être un atout, bien plus tard, sur le marché du travail. Si les familles jouent le jeu toutes ensemble, personne n'est perdant: une façon de résoudre le fameux dilemme du prisonnier. ◆



QUELLES SOLUTIONS POUR AMÉLIORER LA MIXITÉ ?

De nombreux pays ont fait le même constat : le poids de la ségrégation est un handicap pour la société tout entière. Des pistes ont été explorées pour tenter de la contrer.

■ Le bonus Affelnet pour tous les élèves de REP.

C'est sans doute l'idée la plus prometteuse pour rendre les établissements difficiles plus attractifs : offrir un bonus de points, dans le cadre du processus d'affectation en lycée, à tous les élèves qui les fréquentent de la sixième à la troisième. Jusqu'ici, ce sont surtout les boursiers qui en bénéficiaient. Demain, les élèves favorisés qui ont joué le jeu de la mixité scolaire et ont rendu service à l'établissement pourraient se voir ainsi récompensés. Une idée qui pourrait se révéler particulièrement efficace dans les grandes villes. Le rectorat de Paris semble prêt à engager la réforme rapidement...

■ Le «busing». Expérimenté pour la première fois en 1971 aux Etats-Unis, ce système consiste à déghettoïser les établissements en emmenant les élèves dans des collèges plus favorisés. Le système a été importé en France (Toulouse, Oullins, Bergerac) avec des fortunes diverses.

■ Ne pas laisser le choix aux parents du collège.

A Cambridge (Massachusetts), ce sont les pouvoirs publics qui affectent les élèves de telle sorte que le taux d'élèves défavorisés de chaque école soit équivalent et que personne ne soit lésé.

■ Contraindre le privé. A Milwaukee (Wisconsin), les écoles privées ne peuvent sélectionner que par... tirage au sort.

Du coup, les élèves défavorisés peuvent y postuler et s'ils sont tirés au sort, c'est la ville qui prend en charge les frais de scolarité. Quel que soit le système, inciter le privé à participer à la prise en charge du problème est l'une des clés.

■ Intégrer davantage les parents dans la vie de l'école.

Il s'agit de casser la logique de séparation entre «intérieur» et «extérieur», et les «représentations» : beaucoup de fantasmes circulent sur la vie dans les collèges et mènent à l'évitement.

■ Supprimer le collège. C'est l'idée, un poil provocatrice, de Michel Lussault qui plaide pour un «grand établissement du secondaire» qui irait de la cinquième à la terminale, la sixième rejoignant le giron de l'élémentaire. Réglant ainsi le problème d'un collège «à la fois coupé de l'aval et de l'amont». **M.B.**